



L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Barreaux de France

TABLE DES MATIÈRES

Editorial	5
<i>Dominique Voillemot, Président de la Délégation des Barreaux de France</i>	

Dossier spécial

Le traité de Lisbonne	8
Le traité de Lisbonne : un renforcement durable du système institutionnel de l'Union — pour une Union plus démocratique, plus transparente, et plus efficace	8
Le traité de Lisbonne et l'espace de liberté, de sécurité et de justice	12
Les droits fondamentaux dans le traité de Lisbonne	17
Le traité de Lisbonne et l'organisation de la Cour de Justice de l'Union européenne	21

Points sur...

Les recours collectifs en Italie. Quelques mots sur l'article 140bis du Code de la consommation	26
Distinction entre contrat de vente de marchandises et contrat de fourniture de services au sens du règlement Bruxelles I (Commentaire de l'arrêt du 25 février 2010, Car Trim GmbH / KeySafety Systems Srl, aff. C-381/08)	29

L'actualité du droit communautaire

35

Bibliothèque	81
Informations générales	87
Nos formations	88
Autres manifestations	89
Nos partenaires	90



L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Barreaux de France

DOSSIER SPÉCIAL

Le Traité de Lisbonne

SOMMAIRE

Le traité de Lisbonne : un renforcement durable du système institutionnel de l'Union — pour une Union plus démocratique, plus transparente, et plus efficace

Philippe Etienne

Ambassadeur, Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne 8

Le traité de Lisbonne et l'espace de liberté de sécurité et de justice

Viviane Reding

Vice-Présidente de la Commission européenne, en charge de la Justice, des Droits fondamentaux et de la Citoyenneté 12

Les droits fondamentaux dans le traité de Lisbonne

Jean-Paul Jacqué

Ancien chef du service juridique du Conseil de l'Union européenne 17

Le Traité de Lisbonne et l'Organisation de la Cour de Justice de l'Union Européenne

Antoine Winckler

Avocat aux Barreaux de Paris et de Bruxelles, Expert auprès du Comité « Délégation Permanente auprès de la Cour de Justice de l'Union européenne » du CCBE 21



L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Barreaux de France

Point sur...

SOMMAIRE

« Les recours collectifs en Italie. Quelques mots sur l'article 140bis du Code de la consommation »

Andrea Carta

Avocat, Ordine degli Avvocati di Udine, Barreau de Bruxelles Liste E 26

Distinction entre contrat de vente de marchandises et contrat de fourniture de services au sens du règlement Bruxelles I (Commentaire de l'arrêt du 25 février 2010, Car Trim GmbH / KeySafety Systems Srl, aff. C-381/08)

Mathieu Rouillard

Délégation des Barreaux de France 29

L'Observateur de Bruxelles®

DBF
Délégation des Bureaux de France

Actualité du droit de l'Union européenne

SOMMAIRE

Actualité du droit de l'Union européenne	37
Assurances	37
<i>Activités d'assurance et de réassurance, Accès et exercice, Exigences renforcées</i>	37
Concurrence	37
<i>Aides d'Etat à l'économie, Période de crise, Cadre temporaire</i>	37
<i>Pratiques anticoncurrentielles, Procédures, Bonnes pratiques et Lignes directrices</i>	38
<i>Secteur automobile, Règlement d'exemption, Révision</i>	38
<i>Aide d'Etat, Electricité de France, Critère de l'investisseur privé</i>	39
Consommation	40
<i>Contrat négocié, Nullité, Déclaration d'office</i>	40
<i>Pratiques commerciales déloyales, Règlementation nationale énonçant une interdiction de principe, Jeu promotionnel</i>	41
Douanes	42
<i>Franchises douanières, Importation, Exportation</i>	42
<i>Déclarations simplifiées d'échange de biens, Seuils</i>	42
<i>Courtiers maritimes, Monopole, Responsabilité non contractuelle</i>	43
Économie	44
<i>Déclaration en douane, Code erroné, Dette douanière</i>	44
<i>Europe 2020, Stratégie économique pour l'Union européenne</i>	44
Environnement	45
<i>Label écologique</i>	45
<i>Agence européenne des produits chimiques, Chambre de recours</i>	45
<i>Directive ETS, Système d'échange de quotas d'émissions, Recours en annulation</i>	46
<i>Directive « Habitats », Recours en manquement</i>	47
Finances	48
<i>Opérations d'initiés, Notion</i>	48
Fiscalité	49
<i>Directive TVA, Notions de « livraison de biens » et de « prestation de services »</i>	49
<i>Excédents de TVA, Remboursement, Délai de prescription</i>	50
<i>Règlementation sur le tabac, Prix minimaux de vente</i>	51
Institutions	52
<i>Arrêt du TPICE, Procédure de réexamen, Première application</i>	52

<i>Accès aux documents des institutions, Recours en annulation, Notion d'« acte attaquant »</i>	53
Justice, liberté et sécurité	55
<i>Clause compromissoire, Inexécution et résiliation du contrat</i>	55
<i>Procédure d'insolvabilité, Reconnaissance des décisions</i>	55
<i>Statut des réfugiés, Régime d'asile européen</i>	56
<i>Mesures provisoires relatives au droit de garde, Déplacement illicite d'enfant</i>	58
<i>Indépendance des autorités de contrôle, Tutelle de l'Etat, Traitement des données à caractère personnel</i>	60
<i>Droit au regroupement familial, Notion de recours au système d'aide sociale</i>	61
<i>Assistance mutuelle en matière de recouvrement des créances, Pouvoir de contrôle des juridictions de l'Etat membre où l'autorité requise a son siège</i>	63
Liberté d'établissement	64
<i>Imposition d'un avantage anormal ou bénévole, Situation d'interdépendance de sociétés</i>	64
Libre circulation des marchandises	65
<i>Auxiliaires technologiques et denrées alimentaires, Restrictions quantitatives à l'importation, Mesure d'effet équivalent, Régime d'autorisation préalable, Manquement</i>	65
Libre circulation des personnes	67
<i>Profession réglementée, Reconnaissance des diplômes</i>	67
<i>Notion de « travailleur », Accord d'association CEE-Turquie</i>	67
<i>Droit au séjour, Parent migrant, Enfant étudiant</i>	69
<i>Perte de la nationalité acquise par naturalisation en raison de manœuvres frauduleuses, Citoyenneté de l'Union</i>	70
Marchés publics	71
<i>Passation de marchés publics, Délai de recours</i>	71
<i>Recours en manquement, Epuisement des voies de recours internes</i>	72
Propriété intellectuelle	73
<i>Marque verbale sans caractère distinctif, Refus d'enregistrement</i>	73
<i>Marque communautaire, Règlement 40/94/CE remplacé par le règlement 207/2009/CE</i>	73
Santé	74
<i>Directive sur les tissus et cellules humaines, Mesures de transposition</i>	74
Social	75
<i>Principe de non discrimination en fonction de l'âge, Préavis de licenciement</i>	75
<i>Autorisation d'exercer une profession, Limite d'âge</i>	76
<i>Limite d'âge pour l'accès à une profession caractérisée par des capacités physiques</i>	77
Société de l'information	78
<i>Contrat de transfert de données, Clauses contractuelles types</i>	78
Télécommunications	79
<i>Réforme des télécommunications, « Paquet Telecom »</i>	79